

SOMMAIRE

Tableau des sujets	2
Mode d'emploi.....	3

Se préparer à l'épreuve du bac

Présentation des épreuves	10
Conseils pour la dissertation	12
Conseils pour l'épreuve composée	15
Conseils pour l'épreuve d'enseignement de spécialité.....	16

Sujets de France métropolitaine 2017

SUJET 1 DISSERTATION

Instances d'intégration et cohésion sociale.....	17
--	----

SUJET 2 EC1

Classes sociales selon Max Weber et Karl Marx	27
Limites écologiques de la croissance économique	27

SUJET 3 EC2

Inégalités de salaire	29
-----------------------------	----

SUJET 4 EC3

Choix de localisation des firmes multinationales	31
--	----

SUJET 5 SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

Parité entre femmes et hommes en politique.....	38
---	----

SUJET 6 SPÉCIALITÉ SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

Diversité des répertoires d'action politique	41
--	----

SUJET 7 SPÉCIALITÉ ÉCONOMIE APPROFONDIE

Difficultés du financement de la protection sociale en France	44
---	----

SUJET 8 SPÉCIALITÉ ÉCONOMIE APPROFONDIE

Barrières à l'entrée et pouvoir de marché.....	49
--	----

Croissance, fluctuations et crises

Quelles sont les sources de la croissance économique ?

SUJET 9 DISSERTATION France métropolitaine – Juin 2014

Facteur travail et capital et croissance économique.....	55
--	----

SUJET 10 EC1 France métropolitaine – Juin 2013

Productivité globale des facteurs et progrès technique.....	62
---	----

SUJET 11	EC2 Antilles Guyane – Juin 2013	
	Évolution des principales contributions à la croissance	64
SUJET 12	EC3 France métropolitaine – Juin 2015	
	Caractère endogène du processus de croissance	66
Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?		
SUJET 13	EC1 Centres étrangers – Juin 2015	
	Déflation et augmentation du chômage	71
SUJET 14	EC2 Amérique du Sud – Juin 2014	
	Croissance économique de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne entre 2003 et 2012.....	73
SUJET 15	EC3 Amérique du Nord – Juin 2015	
	Variations de la demande globale et fluctuations économiques	75

Mondialisation, finance internationale et intégration européenne

Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

SUJET 16	DISSERTATION Amérique du Sud – Juin 2014	
	Avantages du commerce international	85
SUJET 17	EC2 Amérique du Sud – Juin 2013	
	Principales évolutions du commerce international	92
SUJET 18	DISSERTATION Sujet type	
	Effets des politiques protectionnistes dans le cadre des échanges internationaux de marchandises	94
SUJET 19	EC1 Amérique du Nord – Juin 2014	
	Avantages du commerce international pour le consommateur	102
SUJET 20	EC1 France métropolitaine – Juin 2015	
	Déterminants des délocalisations de la production des entreprises ...	103
SUJET 21	EC3 Nouvelle-Calédonie – 2013	
	Facteurs des choix de localisation des firmes multinationales	105

Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?

SUJET 22	EC1 Nouvelle-Calédonie – 2014	
	Caractéristiques d'une union économique et monétaire	116
SUJET 23	EC2 Polynésie – 2014	
	Évolutions du commerce et du PIB de la zone euro.....	118

Économie et développement durable

La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

SUJET 24	DISSERTATION Pondichéry – Avril 2015	
	Croissance économique et préservation de l'environnement.....	120
SUJET 25	EC1 France métropolitaine – Septembre 2015	
	À quelles conditions la croissance est-elle soutenable ?.....	130
SUJET 26	EC3 Liban – 2013	
	Politique climatique et complémentarité de différents instruments...	132

Classes, stratification et mobilité sociales

Comment analyser la structure sociale ?

SUJET 27	DISSERTATION France métropolitaine – Septembre 2013	
	Évolution des frontières entre les classes sociales.....	139
SUJET 28	EC1 Sujet type	
	Les classes sociales selon Marx et Weber	147
SUJET 29	EC1 Sujet type	
	Inégalités économiques et inégalités sociales	149
SUJET 30	EC3 Pondichéry – Avril 2015	
	Caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales.....	151

Comment rendre compte de la mobilité sociale ?

SUJET 31	EC1 Nouvelle-Calédonie – 2013	
	Relation entre déclassement et paradoxe d'Anderson	158
SUJET 32	EC2 France métropolitaine – Juin 2016	
	Évolutions en matière d'obtention du baccalauréat	160
SUJET 33	EC3 France métropolitaine – Juin 2016	
	La famille comme frein à la mobilité sociale des individus	162

Intégration, conflit, changement social

Quels liens sociaux dans des sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?

SUJET 34	DISSERTATION Sujet type	
	Contribution de l'école à la cohésion sociale en France	
	aujourd'hui	169
SUJET 35	EC1 Sujet type	
	Solidarité organique et solidarité mécanique chez Durkheim	177

La conflictualité sociale : pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

SUJET 36	EC1 Liban – 2013	
	Diversité des enjeux des conflits sociaux	179
SUJET 37	EC2 États-Unis – Juin 2016	
	Évolution du nombre de journées non travaillées	
	entre 1982 et 2005	181
SUJET 38	EC3 France métropolitaine – Juin 2013	
	Conflits sociaux et cohésion sociale	183

Justice sociale et inégalités

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?

SUJET 39	DISSERTATION France métropolitaine – Juin 2015	
	Action des pouvoirs publics pour lutter contre les inégalités	188
SUJET 40	EC1 Liban – 2014	
	Logique d'assurance et logique d'assistance en matière	
	de protection sociale	196
SUJET 41	EC2 États-Unis – Juin 2014	
	Évolution de la dépense intérieure d'éducation en France	198
SUJET 42	DISSERTATION France métropolitaine – Septembre 2014	
	Action des pouvoirs publics contre les inégalités	
	économiques et sociales	200

Travail, emploi, chômage

Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi ?

SUJET 43	EC1 Antilles-Guyane – 2014	
	Influence du salaire d'efficiency sur le fonctionnement du marché du travail	207
SUJET 44	EC2 Polynésie – 2013	
	Évolutions de l'emploi en France	209
SUJET 45	EC3 Antilles-Guyane – 2013	
	Liens entre salaire et marché du travail	211

Quelles politiques pour l'emploi ?

SUJET 46	DISSERTATION Amérique du Sud – 2013	
	Diversité des formes du chômage et politiques de l'emploi	220
SUJET 47	EC1 France métropolitaine – Juin 2014	
	Flexibilité du marché du travail et réduction du chômage	229
SUJET 48	DISSERTATION France métropolitaine – Juin 2014	
	Flexibilité du marché du travail et emploi	230

Spécialité : Sciences sociales et politiques

Le système politique démocratique

SUJET 49	Sujet type	
	Régime politique anglais	237
SUJET 50	France métropolitaine – Juin 2013	
	Effets des modes de scrutin sur la compétition politique en démocratie	241

La participation politique

SUJET 51	Liban – Juin 2013	
	Impact des variables lourdes sur le comportement électoral	245
SUJET 52	Pondichéry – Avril 2013	
	Instabilité des comportements électoraux	250

L'ordre politique européen

SUJET 53	Pondichéry – Avril 2013	
	Impact de la construction européenne sur l'action public des États membres de l'Union européenne.....	255
SUJET 54	Polynésie – 2015	
	Gouvernance multi-niveaux au sein de l'Union européenne.....	259

Économie approfondie

Économie et démographie

SUJET 55	Sujet type	
	Dynamique démographique et épargne et croissance en France	263
SUJET 56	France métropolitaine – Septembre 2013	
	Impact des variables démographiques sur le régime de retraite par répartition en France	269

Stratégies d'entreprises

SUJET 57	Amérique du Nord – 2013	
	Comment les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?.....	275
SUJET 58	Liban – 2013	
	Comment la politique de concurrence peut-elle s'exercer à l'égard des entreprises ?.....	280

Instabilité financière et régulation

SUJET 59	France métropolitaine – 2015	
	Principales caractéristiques de la globalisation financière.....	286
SUJET 60	Amérique du Nord – 2013	
	Comment peut-on expliquer les crises financières ?.....	291

Épreuves orales du second groupe

SUJET 61	Enseignement spécifique	297
SUJET 62	Enseignement de spécialité : Sciences sociales et politiques.....	302
SUJET 63	Enseignement de spécialité : Économie approfondie.....	307

Lexique.....	314
---------------------	------------

DISSERTATION

Ce sujet comporte quatre documents.

Les instances d'intégration sont-elles toujours source de cohésion sociale ?

Document 1. Formes d'emploi dans l'emploi total (en %).

	CDD ¹ et contrats saisonniers	Inté- ri- maires	Apprentis	CDI ²	Non salariés	Ensemble
1984	3,6	0,4	0,7	76,8	18,4	100
1985	4,3	0,4	0,8	76,8	17,7	100
1994	6,7	0,7	0,7	76,9	14,9	100
1995	7,6	1,0	0,7	76,2	14,4	100
2004	8,0	1,9	1,1	78,2	10,8	100
2005	8,1	2,1	1,3	77,6	10,9	100
2008	8,4	2,1	1,3	77,6	10,6	100
2009	8,3	1,7	1,4	77,7	10,9	100
2010	8,6	1,8	1,4	76,7	11,5	100
2011	8,5	2,1	1,4	76,3	11,6	100
2012	8,6	2,0	1,5	76,5	11,4	100
2013	8,5	2,0	1,6	76,7	11,3	100
2014	8,6	2,1	1,4	76,4	11,5	100

Champ : France métropolitaine, personnes de 15 ans et plus ayant un emploi au sens du Bureau international du Travail.

Source : Insee, 2016.

1. CDD : contrat de travail à durée déterminée.

2. CDI : contrat de travail à durée indéterminée.

Document 2. Les relations de travail

« Votre travail vous permet-il de faire de nombreuses rencontres et d’avoir de nombreux échanges avec les autres ? » (en %)

	Oui	Non
Sexe		
– Homme	84	16
– Femme	81	19
Âge		
– 18-24 ans	81	19
– 25-39 ans	84	16
– 40-59 ans	82	18
Profession – Catégorie sociale		
– Indépendant	82	18
– Cadre et profession intellectuelle supérieure	91	9
– Profession intermédiaire	90	10
– Employé	78	22
– Ouvrier	73	27
Ensemble de la population	83	17

Champ : actifs occupés.

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2013.

Document 3.

Depuis quelques décennies, la société française est marquée par de profondes mutations des structures familiales.

[...] Les couples, mariés ou non, sont affectés par des séparations de plus en plus fréquentes : environ une union sur trois, voire une sur deux en région parisienne, s’achève aujourd’hui par une rupture.

Il en résulte un accroissement considérable du nombre de familles monoparentales¹, alors que pendant longtemps celles-ci n’avaient représenté qu’une faible proportion de l’ensemble des familles, la monoparentalité étant autrefois pour l’essentiel issue du veuvage. En 1999, [...] on dénombrait 1,5 million de familles monoparentales, soit plus du double qu’au début des années 1960. Près d’une famille sur cinq était une famille monoparentale et 15 % des enfants, c’est-à-dire 2,4 millions au total, vivaient au sein d’une telle famille.

Ce développement de la monoparentalité va de pair avec la multiplication des recompositions familiales [...]. En 1999, la France comptait plus de 700 000 familles

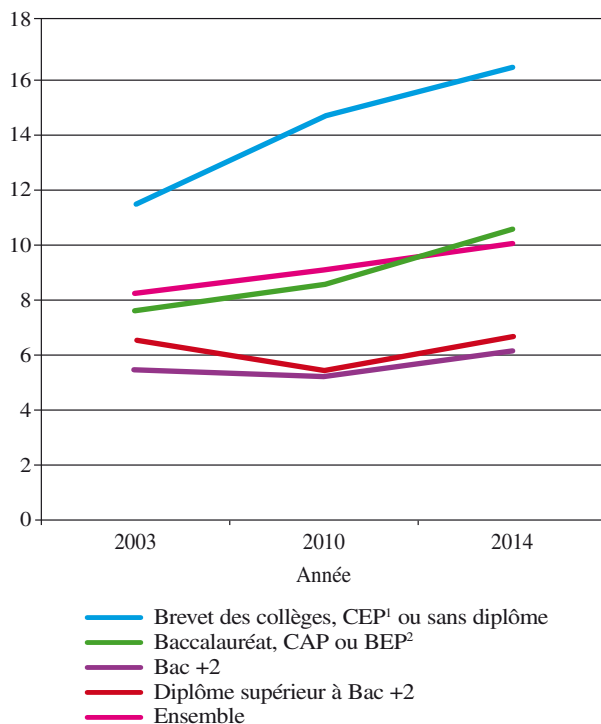
recomposées², soit 8 % de l'ensemble des familles, ce qui représente une hausse de près de 10 % par rapport au précédent recensement de 1990. 1,5 million d'enfants vivaient alors dans une famille recomposée, soit 8,7 % des enfants.

Source : *Familles monoparentales, familles recomposées : un défi pour la société française*,
Gisèle Gautier, Rapport d'activité du Sénat, 2006.

1. famille monoparentale : adulte vivant seul avec des enfants.

2. famille recomposée : un couple d'adultes, mariés ou non, et au moins un enfant né d'une union précédente de l'un des conjoints.

Document 4. Taux de chômage selon le diplôme (en %).



Note : données en moyenne annuelle.

Champ : France métropolitaine, actifs de 15 ans ou plus.

Source : *Tableaux de l'économie française*, Insee, 2016.

1. CEP : certificat d'études primaires.

2. CAP : certificat d'aptitude professionnelle. **BEP** : brevet d'études professionnelles.

Corrigé

Avant de rédiger

■ Analyser le sujet

Ce sujet propose de réfléchir aux changements structurels qui affectent le processus d'intégration sociale : l'évolution des principales instances d'intégration (famille, école, travail) remet-elle en cause la capacité du processus d'intégration sociale à produire de la cohésion sociale ?

Le processus de socialisation, qui commence dès la naissance, se traduit par l'adhésion à des valeurs et l'intériorisation de normes dans le cadre des différentes instances de socialisation. La socialisation permet la construction des identités sociales. L'intégration sociale en est le résultat. La société intègre, via les diverses instances, en socialisant. Quand le processus est efficace, il y a cohésion sociale.

■ Analyser les documents

Le **document 1** propose des éléments factuels relatifs au travail en tant qu'instance d'intégration sociale. Il présente l'évolution des parts en pourcentage des différentes catégories d'emploi dans l'emploi total en France entre 1984 et 2014. La part des non-salariés baisse fortement de 18,4 % à 11,5 % (– 6,9 points). De manière générale, la part des salariés augmente mais les évolutions sont très différenciées selon les catégories de contrat. La part des CDI reste stable à plus de 76 % (baisse de 0,4 point). Le contrat et l'emploi stable restent majoritaires dans l'emploi total (un peu plus des trois quarts).

Pour les contrats et emplois instables (souvent précaires), les parts augmentent : pour les CDD et contrats saisonniers, hausse de 5 points de 3,6 % à 8,6 % ; pour les contrats d'intérim, la part est multipliée par cinq en passant de 0,4 % à 2,1 % ; pour les apprentis, la part double en passant de 0,7 % à 1,4 %.

En résumé, la part globale des emplois instables et précaires reste minoritaire mais augmente très nettement en passant de 4,7 % de l'emploi total à 12,1 %.

Le **document 2** nous donne les résultats d'une Enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC début 2013. À la question « Votre travail vous permet-il de faire de nombreuses rencontres et d'avoir de nombreux échanges avec les autres ? », 83 % des actifs occupés (à travailler) répondent positivement. Cependant, les réponses sont plus ou moins différenciées selon le sexe, l'âge et la catégorie socioprofessionnelle.

Ainsi, les hommes déclarent un peu plus que les femmes que leur travail leur permet de faire de nombreuses rencontres et d'avoir de nombreux échanges avec les autres.

De surcroît, quelle que soit la catégorie d'âge, les résultats dépassent 80 %. Pourtant, les actifs occupés de 25-39 ans déclarent un peu plus que les autres faire des rencontres sur leur lieu de travail.

Enfin, les travailleurs les plus qualifiés, situés dans le haut de la hiérarchie professionnelle (Cadre et profession intellectuelle supérieure, Profession inter-

médiaire), déclarent nettement plus que les autres actifs faire de nombreuses rencontres et avoir de nombreux échanges avec les autres : plus de 90 % (9 sur 10). Cette enquête permet d'insister sur le fait que le travail n'intègre pas seulement en permettant à chacun de se construire une identité professionnelle et sociale mais, également, en favorisant très largement la constitution d'un réseau de sociabilité, de relations sociales parfois amicales via les divers types de rencontres qui sont rendues possibles.

Le **document 3** est un texte issu d'un rapport du Sénat et portant sur les familles monoparentales et les familles recomposées dont l'essor absolu et relatif est un vrai défi pour la société française. En effet, la famille est la première et principale instance de socialisation et d'intégration dans la vie d'un individu. La famille intervient dès la naissance et sera accompagnée par l'école après les trois premières années de vie.

La socialisation primaire est le moment privilégié au cours duquel l'enfant adhère à des valeurs, intériorise des normes, accède à des statuts et fait l'apprentissage de rôles sociaux.

Les transformations structurelles de la famille affaiblissent son efficacité en matière d'intégration sociale. La famille a connu de nombreuses mutations : la diminution du nombre de familles traditionnelles (famille « nucléaire »), la forte diminution du nombre de mariages, la hausse très nette du nombre de divorces, l'augmentation des unions libres, l'augmentation du nombre de familles monoparentales (adulte vivant seul avec des enfants) et des familles homoparentales, la forte hausse du nombre de familles recomposées (un couple d'adultes, mariés ou non, et au moins un enfant né d'une union précédente de l'un des conjoints), l'augmentation du nombre de couples non cohabitants, la moindre natalité... Le document 3 insiste sur le développement massif des familles monoparentales et des familles recomposées.

Enfin, le **document 4** est un graphique présentant l'évolution du taux de chômage selon le diplôme en France entre 2003 et 2014.

Sans surprise, le niveau du taux de chômage est plus élevé et en hausse pour les non-diplômés (11 % en 2003 et 16 % en 2014) et peu diplômés (7,5 % en 2003 et 10 % en 2014).

Il est plus faible et plus stable pour ceux qui ont Bac +2 (6,5 % en 2003 et 6,5 % en 2014) ou un diplôme supérieur à Bac +2 (5 % en 2003 et 6 % en 2014). L'effet diplôme reste donc important en ce qui concerne l'emploi et le chômage. Ce document permet de rappeler implicitement le rôle central de l'école en matière de réussite professionnelle. Il reste globalement plus facile de trouver un emploi quand le niveau de diplôme est élevé et les risques d'être au chômage sont plus faibles. *A contrario*, il est plus difficile de trouver un emploi quand le niveau de diplôme est faible et les chances d'être au chômage sont plus élevées.

■ Construire la problématique et le plan

Les instances d'intégration sont-elles toujours source de cohésion sociale ? Dans quelle mesure les transformations structurelles des instances d'intégration affaiblissent-elles leur capacité à produire de la cohésion sociale ?

Pour répondre à cette interrogation on peut procéder en deux temps. D'abord, on montrera que les instances d'intégration favorisent toujours la cohésion sociale. Ensuite, on verra que les transformations profondes des instances d'intégration les fragilisent dans leur capacité à générer de la cohésion sociale.

I. Les instances d'intégration favorisent toujours la cohésion sociale

- A. La famille et l'école socialisent, intègrent et favorisent la cohésion sociale**
- B. Le travail rend possible la construction de l'identité professionnelle, l'intégration sociale et la cohésion sociale**

II. Cependant, les transformations profondes des instances d'intégration les fragilisent dans leur capacité à générer de la cohésion sociale.

- A. Les changements structurels de la famille et de l'école érodent leur rôle en matière d'intégration sociale et de cohésion sociale**
- B. La crise durable de l'emploi fragilise le rôle du travail en matière d'intégration et de cohésion sociale**

Introduction

L'exclusion sociale qui est au centre de nombreux débats politiques, d'économie et de société, correspond à une pathologie qui pourrait déstabiliser une société. L'exclusion sociale correspond à un processus d'intégration sociale à rebours : une forme de désintégration sociale qui vient éroder la cohésion sociale.

L'intégration sociale est un processus qui permet à chaque individu de devenir membre de la société. La société intègre en socialisant chacun depuis sa naissance dans le cadre de différentes instances ou agents de socialisation et d'intégration. Pour l'essentiel, le processus commence dans la famille, puis à l'école avant que le travail ne joue un rôle prépondérant dans la construction de l'identité sociale de l'individu. La cohésion sociale correspond à une situation de réussite en matière de construction d'un lien social solide dans la mesure où l'adhésion aux valeurs, l'intériorisation des normes, l'apprentissage des statuts et des rôles sociaux sont réalisés avec succès. Elle est le résultat d'un processus d'intégration sociale qui fonctionne car les principales instances sont durablement efficaces.

Mais, depuis plusieurs décennies, ces trois instances fondamentales d'intégration traversent des crises sous l'effet de mutations profondes de notre économie et plus largement de notre société. Cette situation ne peut être sans effets négatifs et cumulatifs sur l'économie et la société. L'affaiblissement de l'intégration sociale qui en résulte provoque un délitement du lien social, lequel tend à affaiblir de manière significative la cohésion sociale.

Dans ces conditions, il devient logique de se demander dans quelle mesure les transformations structurelles des instances d'intégration affaiblissent leur capacité à produire de la cohésion sociale.

Pour répondre à cette interrogation, on procédera en deux temps. D'abord, on montrera que les instances d'intégration favorisent toujours la cohésion sociale. Ensuite, on verra que les transformations profondes des instances d'intégration les fragilisent dans leur capacité à générer de la cohésion sociale.